



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

**Conseil d'administration**  
Deuxième session ordinaire  
Rome, 16-20 novembre 2020

---

Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 2 octobre 2020	WFP/EB.2/2020/7-D/1
Original: anglais	Questions opérationnelles
	Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## **Révisions des plans stratégiques de pays et des plans stratégiques de pays provisoires et augmentations budgétaires correspondantes approuvées par le Directeur exécutif ou par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO entre le 1er janvier et le 30 juin 2019**

1. Lors des consultations informelles organisées en prévision de la tenue de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration, le PAM s'est engagé à informer régulièrement le Conseil des révisions et des augmentations budgétaires correspondantes concernant les plans stratégiques de pays (PSP) et les plans stratégiques de pays provisoires (PSPP) approuvés par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil, notamment les révisions et augmentations approuvées conjointement par le Directeur exécutif et par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)<sup>1</sup>.
2. Conformément aux décisions du Conseil, les pouvoirs délégués au Directeur exécutif pour ce qui est de l'approbation des modifications comprennent<sup>2</sup>:
  - a) la révision des opérations d'urgence limitées ou la révision liée à une situation d'urgence portant sur un PSP, un PSPP ou un plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T), avec l'approbation conjointe du Directeur général de la FAO dans tous les cas où l'augmentation budgétaire correspondante serait supérieure à 50 millions de dollars É.-U.;

---

<sup>1</sup> Voir le document intitulé "Point sur la feuille de route intégrée" (WFP/EB.2/2017/4-A/1/Rev.1, approuvé par le Conseil dans sa décision 2017/EB.2/2), par. 105 à 112.

<sup>2</sup> Voir le document intitulé "Décisions et recommandations de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration" (WFP/EB.2/2017/11), décision 2017/EB.2/2, alinéa vi), et annexe II du document WFP/EB.2/2017/4-A/Rev.1.

---

### **Coordonnateurs responsables:**

M. G. Barrett  
Chef de cabinet et Directeur du  
Bureau du Directeur exécutif  
tél.: 066513-2009

M. R. Saravanamuttu  
Conseiller principal pour les programmes  
Unité d'appui à la gestion des opérations  
tél.: 066513-2649

- b) la révision à la hausse d'au moins un effet direct stratégique d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP-T comprenant le renforcement de la résilience ou les causes profondes au nombre de leurs domaines d'action privilégiés, à condition que le montant total de l'augmentation budgétaire correspondante n'excède pas 25 pour cent du dernier montant approuvé par le Conseil ou, en l'absence d'un tel montant pour les PSPP-T, le montant initial approuvé par le Directeur exécutif, ou 150 millions de dollars;
  - c) la révision des composantes non liées à une situation d'urgence d'un PSPP-T faisant suite à une opération d'urgence limitée;
  - d) la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte;
  - e) l'ajout à un PSP, un PSPP ou un PSPP-T d'un effet direct stratégique financé intégralement par un pays hôte dans le cas où celui-ci n'a pas demandé que le Conseil d'administration approuve ledit effet direct stratégique; et
  - f) les révisions relatives à des activités de prestation de services.
3. Le présent rapport concerne les révisions et les augmentations budgétaires relatives aux PSP, aux PSPP et aux PSPP-T approuvés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2020, comme récapitulées ci-après et dans l'annexe.
4. Au cours de la période considérée, 40 révisions ont été approuvées. Dix d'entre elles l'ont été sous l'autorité du Directeur exécutif et du Directeur général de la FAO et sept autres sous l'autorité du Directeur exécutif; deux l'ont été par le Directeur exécutif adjoint, 11 par des directeurs régionaux et 10 par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués. Ces révisions représentent un coût total pour le PAM de 2,36 milliards de dollars.

### **Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO**

5. **La première révision du PSPP pour la République arabe syrienne (2019–2020)** permet d'intensifier l'assistance d'urgence apportée aux populations touchées par les hostilités en cours, les déplacements de populations, la hausse des prix des denrées alimentaires, la dépréciation de la monnaie et l'insécurité alimentaire croissante. Selon l'aperçu des besoins humanitaires, l'insécurité alimentaire pourrait toucher 7,9 millions de personnes en 2020, soit une augmentation de 20 pour cent par rapport à 2019. Les déplacements ont continué à se multiplier à un rythme alarmant, avec 875 000 personnes de plus déplacées depuis décembre 2019, principalement en provenance du sud du gouvernorat d'Idlib. Comme les besoins ne cessent de croître, cette révision vise à élargir la couverture de l'assistance alimentaire vitale et des programmes de repas scolaires au titre de l'effet direct stratégique 1. Compte tenu de l'augmentation de la prévalence du retard de croissance, l'effet direct stratégique 3 sera renforcé par l'apport d'une assistance nutritionnelle préventive généralisée aux enfants et aux femmes enceintes ou allaitantes dans 174 sous-districts où la prévalence du retard de croissance et des carences en micronutriments sont d'un niveau moyen à élevé. Le soutien fourni à la communauté humanitaire au titre de l'effet direct stratégique 4 sera renforcé pour comprendre également les services assurés par le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies. La révision permet de venir en aide à 1 000 000 de bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 6 055 000 pour un coût de 335,9 millions de dollars.

6. **La sixième révision du PSP pour le Mozambique (2017–2021)** est liée à la détérioration de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel, provoquée par des épisodes de sécheresse prolongés, des inondations localisées, une infestation de chenilles légionnaires d'automne et trois mauvaises récoltes consécutives. Selon l'analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire pour l'Afrique australe, à partir de février 2020, la situation de crise (phase 3 du Cadre intégré) prévaudra à Maputo, à Gaza, à Inhambane et dans le sud des provinces de Sofala et de Manica, ainsi qu'à Cabo Delgado. La prévalence nationale du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans demeure forte puisqu'elle s'établit à 50 pour cent. La révision permet de lancer une série d'initiatives visant à améliorer la résilience des moyens d'existence au titre de l'effet direct stratégique 1, grâce à des dispositifs de microassurance indexée sur les conditions climatiques, à la création d'actifs et à l'établissement d'un système d'alerte rapide en cas de sécheresse. Au titre de l'effet direct stratégique 2, l'assistance d'urgence, fournie sous la forme de distributions de vivres et de transferts de type monétaire, sera intensifiée au début de la période de soudure dans les zones touchées par les cyclones, la sécheresse ou les conflits. Dans le but de limiter l'impact du retard de croissance, les activités relevant de l'effet direct stratégique 4 seront élargies pour ajouter l'apport d'un soutien nutritionnel aux enfants de moins de 5 ans et, au titre de l'effet direct stratégique 5, des activités viseront à améliorer la production agricole des petits exploitants. Cette révision étend l'assistance à 1 362 914 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 4 876 894, pour un coût de 277,6 millions de dollars.
7. **La troisième révision du PSPP pour la Somalie (2019–2021)** répond à une augmentation des besoins humanitaires résultant d'une grave sécheresse, d'inondations éclair et d'une infestation de criquets pèlerins. Les effets dévastateurs de la sécheresse de 2019 ont fortement compromis la production céréalière dans le sud de la Somalie, le grenier à céréales du pays. Les fortes précipitations de la saison *Deyr* ont provoqué des inondations éclair qui ont entraîné des déplacements de populations et gravement endommagé les terres agricoles et certaines infrastructures essentielles. La propagation rapide du criquet pèlerin menace sérieusement la production agricole de l'ensemble du pays. Selon le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, 1,3 million de personnes seront confrontées à des niveaux critiques d'insécurité alimentaire en 2020, et le module de la nutrition estime que 1 million d'enfants de moins de 5 ans sont susceptibles de souffrir de malnutrition aiguë pendant la même période. Cette révision vise à renforcer les activités relevant de l'effet direct stratégique 1 par des distributions de vivres et des transferts de type monétaire pour satisfaire les besoins des populations touchées par une forte insécurité alimentaire, et à développer la prévention et le traitement de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes ou allaitantes. À l'appui des efforts déployés par le Gouvernement et les partenaires, l'effet direct stratégique 6 sera étendu à la prestation de services liés à la logistique, aux achats et aux technologies de l'information, au profit de la communauté humanitaire. La révision permet de venir en aide à 1 471 050 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 7 571 315 pour un coût de 274,8 millions de dollars.
8. **La première révision du PSP pour le Nigéria (2019–2022)** permet une montée en puissance de l'assistance d'urgence fournie au Nigéria où l'on estime, selon les données du Cadre harmonisé de juin 2019 que 2,9 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave. La situation actuelle résulte de l'intensification des hostilités dans le nord-est du Nigéria, qui provoque des déplacements de populations récurrents, aggrave les problèmes d'accès et entraîne une dégradation de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La révision prévoit un accroissement du nombre de bénéficiaires relevant de l'effet direct stratégique 1 qui auront accès à des distributions de vivres et à des transferts de type monétaire ainsi qu'à des activités de traitement de la malnutrition aiguë modérée. Malgré le pic actuel de besoins humanitaires, les activités

visant à améliorer les moyens d'existence au titre de l'effet direct stratégique 2 seront maintenues dans le cadre de cette révision. Celle-ci permet de venir en aide à 302 677 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 195 277, pour un coût de 183,5 millions de dollars.

9. **La sixième révision du PSP pour le Zimbabwe (2017–2021)** vise à pourvoir aux besoins essentiels des populations touchées par la sécheresse généralisée, les inondations et les chocs macroéconomiques avant le début de la prochaine période de soudure. Dans un rapport de mai 2019, le Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Zimbabwe a estimé que 7,7 millions de personnes seraient en situation d'insécurité alimentaire entre janvier et mars 2020. Cette révision permet de renforcer le soutien apporté au titre de l'effet direct stratégique 1 aux populations touchées par la crise, en prolongeant la durée de l'assistance pendant la période de soudure et en augmentant le nombre de bénéficiaires. À titre de mesure de protection, une ration d'aliments nutritifs spécialisés sera fournie aux enfants de 6 à 59 mois et aux femmes enceintes ou allaitantes dans les districts ciblés, et des programmes à dimension nutritionnelle seront menés pour s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition. Les activités relevant de l'effet direct stratégique 4 viseront à encourager la participation aux activités d'appui aux moyens d'existence, notamment de création d'actifs, et à améliorer la manutention après récolte et la conservation des produits alimentaires. La révision permet de venir en aide à 2 600 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 4 582 656 pour un coût de 178,3 millions de dollars.
10. **La huitième révision du PSP pour la Colombie (2017–2021)** permet d'intensifier rapidement l'assistance d'urgence pour venir en aide au nombre croissant de personnes touchées par l'insécurité alimentaire et les conflits. Selon l'aperçu des besoins humanitaires de 2020, 6,3 millions de personnes sont concernées par les conflits ou les catastrophes naturelles en Colombie, et 2,4 millions d'entre elles devraient être en situation d'insécurité alimentaire en 2020. Le groupe interinstitutions sur les flux migratoires mixtes a estimé que le nombre de migrants vénézuéliens en Colombie pourrait s'établir à 5,6 millions d'ici à la fin de 2020. Selon une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence réalisée en 2019 dans les départements frontaliers d'Arauca, de Cesar, de La Guajira, de Nariño et de Norte de Santander, 55 pour cent des migrants sont en situation d'insécurité alimentaire. Cette révision renforce l'effet direct stratégique 2 moyennant: des transferts de type monétaire aux populations migrantes; un soutien nutritionnel préventif aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes ou allaitantes; des distributions de vivres dans la région de l'Alta Guajira; et l'extension de la couverture du programme de repas scolaires face à l'augmentation continue du nombre de migrants scolarisés dans le système éducatif colombien. L'assistance technique sera étoffée au titre de l'effet direct stratégique 5 pour appuyer la création de systèmes d'alerte rapide et l'élaboration de plans d'adaptation communautaires selon l'approche à trois niveaux du PAM. La révision permet de venir en aide à 1 517 120 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 3 687 897 pour un coût de 148,2 millions de dollars.
11. **La troisième révision du PSP pour l'Égypte (2018–2023)** vise à aider le Gouvernement égyptien à pourvoir aux besoins croissants des réfugiés en situation d'insécurité alimentaire résidant dans le pays. L'Égypte met en œuvre des réformes économiques majeures, ce qui a laissé les réfugiés en difficulté pour satisfaire leurs besoins essentiels et a entraîné une rapide détérioration de leurs moyens d'existence. En accord avec l'action menée par le Gouvernement, cette révision étend la portée de l'effet direct stratégique 2 et prévoit la fourniture de bons-valeur afin de promouvoir la diversification de l'alimentation d'un plus grand nombre de réfugiés. La révision permet de venir en aide à 55 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 364 000 pour un coût de 97 millions de dollars.

12. **La deuxième révision du PSPP pour la République arabe syrienne (2019–2020)** est liée à la détérioration de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel dans le pays. L'escalade des hostilités armées dans le Nord-Ouest et le Nord-Est a encore aggravé la crise prolongée. De plus, la crise financière dans le pays voisin, le Liban, a entraîné une dépréciation supplémentaire de la monnaie syrienne, alors même que la COVID-19 contribuait à accroître les besoins humanitaires. Les prix des denrées alimentaires de base sur les marchés locaux ont atteint des niveaux record, ayant augmenté en moyenne de 111 pour cent depuis avril 2019. Les denrées alimentaires coûtent désormais plus de 14 fois leur prix moyen d'avant la crise, ce qui signifie qu'un repas sain est hors de la portée de la plupart des ménages. Compte tenu de la progression des besoins humanitaires, cette révision renforce l'effet direct stratégique 1 en intensifiant considérablement les distributions de vivres destinés aux populations vulnérables. Un plan de secours a également été établi pour pourvoir aux besoins alimentaires de 500 000 bénéficiaires supplémentaires pendant trois mois en cas de choc majeur, comme de nouveaux déplacements de populations résultant d'une soudaine flambée de violence ou une vague de rapatriements spontanés. Au titre de l'effet direct stratégique 4, la couverture du programme de nutrition préventif du PAM sera étendue aux enfants de 6 à 23 mois et aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes. La révision permet de venir en aide à 1 400 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 7 455 000 pour un coût de 87,4 millions de dollars.
13. **La troisième révision du PSP pour Haïti (2019–2023)** vise à aider les populations particulièrement vulnérables qui ont pâti de la situation sociale, économique et politique extrêmement instable régnant dans le pays. Haïti demeure confronté aux pénuries de carburant, à la dépréciation de la monnaie, à la hausse des prix des denrées alimentaires et des services de base et à la baisse de la production agricole. Selon les prévisions figurant dans l'aperçu des besoins humanitaires de janvier 2020, 4,1 millions de personnes auront besoin d'une assistance d'ici à mars 2020, dont 1 million de personnes classées en phase 4 du Cadre intégré. Bien que l'impact global de la COVID-19 en Haïti soit encore en cours d'évaluation, l'épidémie complique considérablement un environnement opérationnel déjà difficile. Cette révision renforce l'effet direct stratégique 1 en intensifiant l'appui apporté aux personnes classées en phase 4 du Cadre intégré, en associant des distributions de vivres et des transferts de type monétaire en milieu rural et périurbain. Dans certaines zones sélectionnées où résident des populations exposées au risque de malnutrition aiguë globale, le PAM a pris des dispositions pour fournir des rations de supplémentation alimentaire généralisée aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes ainsi qu'aux enfants de 6 à 23 mois. La révision permet de venir en aide à 650 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 2 121 000 pour un coût de 64,5 millions de dollars.
14. **La quatrième révision du PSP pour le Burkina Faso (2019–2023)** est liée à une détérioration rapide des conditions de sécurité qui ont entraîné un accroissement des besoins humanitaires. Un regain d'activité de groupes armés non étatiques a déclenché des déplacements massifs de populations et a perturbé les services de base. Au 12 février 2020, plus de 765 000 personnes avaient été déplacées, de nouveaux déplacements étant quotidiennement signalés. Selon les estimations du Cadre harmonisé de novembre 2019, 1,2 million de personnes se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire entre octobre et décembre 2019. Comme les besoins ne cessent de croître, cette révision élargit la portée de l'effet direct stratégique 1 pour venir en aide, en associant des distributions de vivres et des transferts de type monétaire, à un plus grand nombre de personnes déplacées, de membres de communautés d'accueil et de personnes rencontrant des difficultés pendant la période de soudure. Un appui nutritionnel, sous la forme d'une supplémentation alimentaire généralisée, sera fourni aux enfants de 6 à 23 mois et aux femmes enceintes ou allaitantes. Les aidants accompagnant les enfants traités contre la malnutrition aiguë modérée recevront une ration mensuelle en nature. La révision permet de venir en aide à

336 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 3 450 380 pour un coût de 59,8 millions de dollars.

## **Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués**

15. **La sixième révision du PSP pour le Guatemala (2018–2021)** vient en aide aux populations vulnérables touchées par la pandémie de COVID-19. Le Gouvernement guatémaltèque a demandé au PAM de fournir à grande échelle certains services liés à la chaîne d'approvisionnement pour aider plus de 1 million de familles touchées sur le plan économique par les mesures de confinement associées à la COVID-19. Cette révision renforce l'effet direct stratégique 6 en intensifiant la prestation de services à la demande des pouvoirs publics et des partenaires dans les domaines de la chaîne d'approvisionnement, de la logistique, des technologies de l'information et des communications ainsi que de la gestion des entrepôts. Le coût total de la révision s'établit à 77,7 millions de dollars.
16. **La deuxième révision du PSP pour le Soudan (2019–2023)** est liée à l'aggravation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition provoquée par une profonde crise économique. Le Soudan continue à souffrir de la forte inflation, de l'envolée des prix des denrées alimentaires, des coûts élevés de production et de transport, et des pénuries d'espèces et de carburant. Fin 2019, 9,3 millions de personnes – soit près d'un quart de la population – avaient besoin d'une assistance humanitaire, contre 5,7 millions au début de 2019. En réponse à la demande du Gouvernement, la révision élargit les activités relevant de l'effet direct stratégique 4 pour permettre l'achat de 200 000 tonnes de blé sur le marché international et contribuer ainsi à limiter la survenue de pénuries alimentaires graves partout dans le pays. Les activités relevant de l'effet direct stratégique 1 seront renforcées pour promouvoir la diversification des moyens d'existence grâce à un renforcement des capacités des organisations communautaires locales axé sur la production de fourneaux à bon rendement énergétique. Le PAM travaillera également avec les autorités des États dans les zones exposées aux chocs naturels pour accroître le rôle que jouent les repas scolaires en tant que filets de sécurité réactifs en cas de choc, dans le but de renforcer la sécurité alimentaire des ménages. Le coût total de la révision s'établit à 67,9 millions de dollars.
17. **La troisième révision du PSP pour l'Afghanistan (2018–2022)** entend faire face à la dégradation de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel imputable en partie à une sécheresse catastrophique. Selon les estimations figurant dans l'analyse du Cadre intégré de 2019, entre novembre 2019 et mars 2020, 11,3 millions de personnes ont été en situation d'insécurité alimentaire aiguë grave, 8,6 millions d'entre elles étant classées en phase 3 du Cadre intégré et 2,7 millions en phase 4. Cette révision élargit la portée géographique concernant l'effet direct stratégique 1 pour englober les provinces de Baghlan, Balkh, Jawzjan, Kapisa, Khost, Logar, Paktya et Nimroz et prévoit des distributions de vivres et des transferts de type monétaire à l'intention des populations vulnérables. L'effet direct stratégique 2 sera axé sur les projets de création d'actifs durables, qui amélioreront l'aptitude des communautés à surmonter les chocs à l'avenir. L'effet direct stratégique 3 sera renforcé pour permettre d'intervenir en priorité dans les provinces où le fardeau de la malnutrition aiguë est le plus lourd selon le module de la nutrition, et une assistance nutritionnelle préventive sera apportée sous la forme d'une supplémentation alimentaire généralisée aux enfants de 6 à 59 mois et aux femmes enceintes ou allaitantes. Les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 4 contribueront à renforcer les chaînes de valeur du blé et du soja et appuieront les initiatives nationales d'enrichissement des aliments. Cette révision permet de venir en aide à 3 979 524 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 17 493 524 pour un coût de 59 millions de dollars.

18. **La première révision du PSP pour le Niger (2020–2024)** vise à apporter aux populations vulnérables touchées par le débordement du conflit armé se déroulant dans les pays voisins, notamment le Burkina Faso, le Mali et le Nigéria, l'assistance d'urgence dont elles ont besoin. La détérioration rapide des conditions de sécurité dans ces pays provoque des déplacements forcés et accroît les besoins humanitaires; le nombre de réfugiés maliens et nigériens qui se trouvent actuellement au Niger est estimé à 220 000. L'analyse du Cadre harmonisé de 2019 laisse prévoir une augmentation considérable des besoins par rapport aux années antérieures: 1,9 million de personnes devraient avoir besoin d'une assistance humanitaire pendant la période de soudure de 2020. Face à cette situation, cette révision accroît le nombre de bénéficiaires au titre de l'effet direct stratégique 1 pour permettre au PAM d'effectuer des distributions de vivres et des transferts de type monétaire au profit d'un plus grand nombre de personnes déplacées, de réfugiés et de membres des populations d'accueil. Les enfants de 6 à 23 mois et les femmes enceintes ou allaitantes seront plus nombreux à bénéficier des programmes de traitement de la malnutrition aiguë modérée. Cette révision permet de venir en aide à 1 126 838 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 6 643 496 pour un coût de 48,2 millions de dollars.
19. **La sixième révision du PSP pour le Liban (2018–2021)** a pour but de remédier à la vulnérabilité accrue de la population de réfugiés syriens et d'atténuer les effets de la détérioration de la situation économique dans le pays. Le pays est le théâtre de troubles civils depuis octobre 2019, lorsque des milliers de personnes ont manifesté contre les hausses d'impôts, la corruption, l'injustice sociale et l'effondrement de l'économie. Cette révision vise à amplifier les distributions de vivres au titre de l'effet direct stratégique 1 à l'intention des réfugiés syriens et à étendre l'appui aux populations libanaises vulnérables. En coordination avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, des transferts de type monétaire seront fournis avant leur départ aux réfugiés rentrant en République arabe syrienne. Cette révision permet de venir en aide à 125 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 132 055 pour un coût de 46,2 millions de dollars.
20. **La troisième révision du PSP pour l'Éthiopie (2019–2020)** entend atténuer les effets de la COVID-19 et acheminer une nouvelle contribution d'un donateur visant à subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels des populations touchées par la sécheresse récurrente, les inondations et la récente infestation de criquets pèlerins. La pandémie de COVID-19 présente pour l'Éthiopie, comme pour de nombreux pays, des risques considérables du point de vue de la situation humanitaire et du développement, avec des incidences majeures sur les groupes vulnérables. Le budget de l'effet direct stratégique 4 a été révisé à la hausse de façon à utiliser une contribution d'un donateur destinée à l'achat de 72 440 tonnes de blé et à sa livraison à certains sites de tout le pays. Compte tenu de l'impact croissant de la pandémie de COVID-19, l'effet direct stratégique 5 sera renforcé en vue de fournir aux pouvoirs publics et aux acteurs humanitaires, qui en ont particulièrement besoin, des services liés à la chaîne d'approvisionnement. Le coût total de la révision s'établit à 39,7 millions de dollars.
21. **La quatrième révision du PSP pour les Philippines (2018–2023)** vise à aider le Gouvernement en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise afin d'améliorer la résilience du pays face aux chocs naturels et à intensifier l'assistance en faveur des populations en situation d'insécurité alimentaire touchées par le conflit armé dans l'île de Mindanao. Grâce à un ajustement des activités relevant de l'effet direct stratégique 4, la révision permettra d'accroître l'appui fourni au Département de technologie de l'information et des communications en vue de créer des centres mobiles de gestion des opérations d'urgence et d'élaborer des protocoles de communication et de sessions de formation à l'intention des opérateurs et des coordonnateurs des interventions d'urgence. En outre, la révision intensifiera les distributions de vivres et les transferts de

type monétaire assurés au titre de l'effet direct stratégique 1 au profit des populations touchées par les combats opposant le Gouvernement à des groupes militants. L'effet direct stratégique 1 prévoit également la fourniture d'aliments nutritifs spécialisés aux enfants de moins de 5 ans et aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes. Cette révision permet de venir en aide à 42 230 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 370 030 pour un coût de 8,6 millions de dollars.

### **Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif adjoint en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués**

22. **La première révision du PSP pour le Mali (2020–2024)** permet au PAM de pourvoir aux besoins humanitaires croissants imputables à la détérioration des conditions de sécurité et aux effets de chocs climatiques. Selon les estimations du Cadre harmonisé de 2019, 3,6 millions de personnes sont actuellement touchées par l'insécurité alimentaire. La situation devrait s'aggraver pendant la période de soudure de juin à septembre 2020 puisque 4,9 millions de personnes devraient alors se trouver en situation d'insécurité alimentaire. Le conflit et ses retombées sur les communautés sont désormais les principales causes de l'insécurité alimentaire dans les régions du centre et du nord du Mali, une nette augmentation des déplacements étant signalée dans la région de Mopti. Compte tenu des résultats du Cadre harmonisé, l'effet direct stratégique 1 a été élargi pour venir en aide à un nombre accru de bénéficiaires avant le début de la période de soudure, moyennant des distributions de vivres, un appui nutritionnel et, lorsque cela est possible, des transferts de type monétaire. Cette révision permet de venir en aide à 317 170 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 3 272 150 pour un coût de 23,8 millions de dollars.
23. **La première révision du PSP pour le Ghana (2019–2023)** ajoute au PSP une composante relative aux secours d'urgence pour atténuer la détérioration de la sécurité alimentaire résultant des restrictions imposées par la COVID-19. La combinaison des mesures de confinement, de la fermeture des frontières et des perturbations économiques à l'échelle mondiale a entraîné une baisse des revenus des ménages compte tenu de la hausse des prix des biens essentiels, du ralentissement de l'activité économique et de la réduction de l'accès aux services sociaux. La révision prévoit l'ajout d'un nouvel effet direct stratégique 5, au titre duquel des distributions de vivres seront effectuées au profit des populations vulnérables touchées par les mesures liées à la COVID-19. La révision permet de venir en aide à 100 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 325 000 pour un coût de 22 millions de dollars.

### **Révisions et augmentations budgétaires approuvées par des directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués**

24. **La première révision du PSP pour le Libéria (2019–2023)** est liée à la pandémie de COVID-19, qui a aggravé la situation déjà précaire des populations vulnérables. Le Gouvernement a annoncé des mesures visant à enrayer la propagation du virus, notamment la fermeture des écoles et de nombreux types d'entreprise et de sévères restrictions des déplacements dans certaines zones. Le Libéria n'étant pas à même d'absorber les perturbations des moyens d'existence, des marchés et des chaînes d'approvisionnement alimentaire provoquées par les mesures de confinement associées à la COVID-19, l'insécurité alimentaire s'est aggravée. Dans les zones où des mesures de confinement ont été appliquées, l'effet direct stratégique 2 englobera désormais des distributions de vivres visant à s'assurer que les ménages vulnérables continuent à avoir accès à l'alimentation. Dans le but de mieux épauler le Gouvernement et les partenaires, un nouvel effet direct stratégique 4 a été ajouté, qui prévoit la prestation de services liés à la chaîne d'approvisionnement, à la logistique et aux télécommunications d'urgence, en vue

- de renforcer l'action de secours. Cette révision permet de venir en aide à 2 065 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 2 240 000 pour un coût de 39,1 millions de dollars.
25. **La première révision du PSP pour la Mauritanie (2019–2022)** se rapporte à l'augmentation des besoins des populations touchées par les sécheresses successives et des populations dont la sécurité alimentaire se dégrade en raison des mesures de confinement liées à la COVID-19. Ces dernières années, la Mauritanie a été frappée par de multiples épisodes de sécheresse qui ont gravement ébranlé les moyens d'existence et ont sollicité jusqu'à leur dernière limite les mécanismes de survie des ménages. Cette situation menace de déboucher sur une période de soudure particulièrement difficile en 2020: selon le Cadre harmonisé, 610 000 personnes devraient être en situation de crise, la pire prévision relative à la sécurité alimentaire jamais faite pour le pays. Face à des besoins qui ne cessent d'augmenter, la révision élargira les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 1, en intensifiant les distributions de vivres et l'appui nutritionnel au profit des ménages touchés par les mesures de restriction dues à la COVID-19. Au titre de l'effet direct stratégique 4, l'appui fourni durant la période de soudure sera renforcé par des activités de création d'actifs dans les zones touchées, et au titre de l'effet direct stratégique 6, des services liés à la logistique et à la chaîne d'approvisionnement seront fournis aux pouvoirs publics et à la communauté humanitaire dans son ensemble. La révision permet de venir en aide à 236 076 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 680 642 pour un coût de 32,2 millions de dollars.
26. **La quatrième révision du PSP pour l'Égypte (2018–2023)** répond à une augmentation de l'insécurité alimentaire due aux mesures de confinement liées à la COVID-19 qui ont entraîné une contraction de l'emploi et des revenus et une baisse de la production agricole et ont perturbé le secteur du tourisme, avec une augmentation correspondante des besoins essentiels. Fondée sur les critères de vulnérabilité, la révision étend la portée de l'effet direct stratégique 2 afin d'intensifier les distributions de vivres et les transferts de type monétaire à l'intention des ménages touchés par les répercussions socioéconomiques de la COVID-19. Le renforcement de la résilience sera également intensifié au titre de l'effet direct stratégique 4 par des activités de création d'actifs au profit des petits exploitants. La révision permet de venir en aide à 735 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 2 111 000 pour un coût de 31 millions de dollars.
27. **La deuxième révision du PSP pour la Gambie (2019–2021)** est liée à la détérioration de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel, encore aggravée par le début précoce de la période de soudure et les restrictions associées à la COVID-19. Selon le Cadre harmonisé de 2020, 177 000 personnes ont besoin d'une assistance d'urgence immédiate. Au titre de l'effet direct stratégique 1, la révision intensifie les distributions de vivres en faveur des populations particulièrement vulnérables touchées par les mesures liées à la COVID-19, et notamment les personnes âgées, les personnes vivant avec le VIH/sida, les personnes handicapées et les personnes placées en quarantaine dont la situation économique est devenue catastrophique. La dégradation des indicateurs relatifs à la nutrition sera prise en charge au titre de l'effet direct stratégique 3 avec la mise en place de programmes nutritionnels complets prévoyant en particulier l'apport d'aliments nutritifs aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes et aux enfants de moins de 5 ans. La révision permet de venir en aide à 433 182 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 733 000 pour un coût de 19,5 millions de dollars.
28. **La troisième révision du PSP pour le Burundi (2018–2021)** vise à fournir une assistance aux ménages vulnérables qui ont été touchés par les mesures de confinement liées à la COVID-19. La pandémie se propage dans un contexte marqué depuis octobre 2019 par des précipitations excessives, des inondations et des glissements de terrain, ce dont la production de légumes secs et de céréales a fortement souffert. La fermeture de frontières

et la limitation des déplacements dues à la COVID-19 ont eu des répercussions importantes sur l'emploi et sur la disponibilité de produits alimentaires et d'articles essentiels sur les marchés. Cette révision prévoit une intensification des distributions de vivres relevant de l'effet direct stratégique 1 au profit des ménages particulièrement vulnérables confrontés maintenant aux mesures associées à la COVID-19. Étant donné la complexité de l'environnement opérationnel, des services liés à la logistique, à la chaîne d'approvisionnement et aux télécommunications d'urgence seront fournis, s'ils les sollicitent, aux pouvoirs publics et aux partenaires au titre de l'effet direct stratégique 5. La révision permet de venir en aide à 250 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 2 527 840 pour un coût de 19,3 millions de dollars.

29. **La huitième révision du PSP pour le Guatemala (2018–2021)** vise à atténuer les répercussions de l'insécurité alimentaire croissante imputable à la mise en place des mesures de confinement associées à la COVID-19. Comme le demandaient le Gouvernement et les partenaires, cette révision renforce l'effet direct stratégique 6 en prévoyant des services à la demande liés à la chaîne d'approvisionnement et aux télécommunications d'urgence, à la gestion de l'information, aux transferts de type monétaire et au ciblage des bénéficiaires pour améliorer l'efficacité des opérations sur le terrain. Le coût total de la révision s'établit à 16 millions de dollars.
30. **La cinquième révision du PSP pour le Pérou (2018–2022)** répond à la demande du Ministère péruvien des affaires étrangères qui a appelé le système des Nations Unies à épauler l'intervention du Gouvernement face à la pandémie de COVID-19. La révision ajoute un nouvel effet direct stratégique 4, qui prévoit des transferts de type monétaire pour la population migrante vénézuélienne non couverte par le dispositif national de protection sociale et pour les communautés d'accueil vulnérables résidant dans les zones frontalières touchées par la COVID-19. Des services à la demande liés à la chaîne d'approvisionnement et à la logistique seront assurés au titre d'un nouvel effet direct stratégique 5 pour aider les pouvoirs publics et la communauté humanitaire à mettre en œuvre une intervention humanitaire efficace. La révision permet de venir en aide à 98 400 bénéficiaires supplémentaires pour un coût de 15,7 millions de dollars.
31. **La deuxième révision du PSP pour le Honduras (2018–2021)** est liée à la succession de mauvaises récoltes provoquée par une sécheresse prolongée dans certaines parties du pays. Les réserves alimentaires des ménages fondent rapidement, tandis que les indicateurs macroéconomiques témoignent d'un ralentissement économique en 2020, avec une raréfaction des offres d'emploi et une baisse des revenus des personnes les plus vulnérables. Pour répondre aux besoins croissants le long du "couloir de la sécheresse", les activités de création d'actifs seront intensifiées au titre de l'effet direct stratégique 3. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire correspondant à la phase 4 du Cadre intégré recevront une assistance sous la forme de transferts de type monétaire au titre de l'effet direct stratégique 4. Dans le cadre de l'action menée pour améliorer la nutrition, une initiative pilote relative aux aliments frais sera lancée au titre de l'effet direct stratégique 2. La révision permet de venir en aide à 536 155 bénéficiaires supplémentaires pendant la période 2020–2021, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 2 836 155 pour un coût de 13,6 millions de dollars.
32. **La première révision du PSP pour l'Iraq (2020–2024)** entend fournir une assistance supplémentaire aux populations vulnérables résidant dans des camps. Depuis octobre 2019, l'Iraq est le théâtre de troubles internes dus à la corruption et à l'absence de perspectives d'emploi. Ces manifestations ont entraîné des perturbations des systèmes publics iraqiens qui compromettent notamment la continuité des services financiers interbancaires assurés par la Banque centrale d'Iraq. La situation est préoccupante pour les opérations menées par le PAM en Iraq car, à partir de 2020, l'assistance alimentaire en nature sera remplacée par des transferts de type monétaire. De plus, une nouvelle vague

de réfugiés syriens a afflué au cours des derniers mois de 2019 en raison des opérations militaires dans le nord de la République arabe syrienne. En conséquence, cette révision renforce l'effet direct stratégique 1 et prévoit une assistance alimentaire en nature pour les réfugiés syriens supplémentaires et les rapatriés irakiens résidant dans des camps. La révision permet de venir en aide à 30 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 088 770 pour un coût de 12 millions de dollars.

33. **La première révision du plan stratégique multipays provisoire pour les îles du Pacifique (2019–2022)** permet au PAM d'aider les pays et territoires insulaires du Pacifique à atténuer les incidences de la COVID-19. De nombreux gouvernements du Pacifique ont mis en place des mesures de préparation et d'atténuation énergiques pour lutter contre la pandémie, notamment la déclaration de l'état d'urgence national et la fermeture des frontières, ce qui a entraîné pour les populations locales une réduction notable des services essentiels. Du fait des suppressions de vols commerciaux par les principaux transporteurs, les mouvements internationaux de personnes et de marchandises ont été limités. Cette révision ajoute un nouvel effet direct stratégique 2 relatif à la prestation de services, qui comporte la fourniture de services de transport aérien humanitaire des agents humanitaires, du personnel soignant et des fournitures médicales, ainsi que d'autres articles de secours requis de toute urgence. Le coût total de la révision s'établit à 10,4 millions de dollars.
34. **La septième révision du PSP pour le Guatemala (2018–2021)** aide le Gouvernement à répondre aux besoins des populations touchées par l'arrivée de la COVID-19. Cette révision renforce l'effet direct stratégique 6 en fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement, à la logistique, au ciblage, à la gestion des bénéficiaires et aux transferts de type monétaire aux pouvoirs publics et aux partenaires, afin d'améliorer l'intervention d'urgence. Le coût total de la révision s'établit à 7,8 millions de dollars.

### **Révisions et augmentations budgétaires approuvées par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués**

35. **La quatrième révision du PSPP pour l'Éthiopie (2019–2020)** vise à aider l'Union africaine à faire face aux conséquences de la COVID-19 sur l'ensemble du continent. La révision ajoute au titre de l'effet direct stratégique 5 la prestation de services de transport aérien de marchandises et la distribution d'équipements de protection individuelle, notamment de masques, de gants et de visières expédiés dans 27 pays africains à partir de la plateforme humanitaire du PAM située à Addis-Abeba. Le coût total de la révision s'établit à 10 millions de dollars.
36. **La cinquième révision du PSP pour le Guatemala (2018–2021)** appuie le projet mené dans le pays au titre du programme conjoint en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales, qui a été prolongé jusqu'à la fin de 2020. En outre, le PAM a obtenu du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix un financement en faveur de la mise en œuvre d'activités complémentaires. Cette révision renforce l'effet direct stratégique 4 en prévoyant le renforcement des capacités des organisations paysannes en vue d'accroître le rôle des femmes dans la chaîne de valeur agricole. Les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 6 seront intensifiées pour améliorer les capacités des pouvoirs publics en matière de services liés à la chaîne d'approvisionnement et de gestion des entrepôts. Le coût total de la révision s'établit à 9 millions de dollars.
37. **La septième révision du PSPP pour la République démocratique du Congo (2018–2020)** permet d'appuyer les projets financés par la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO). À la demande de celle-ci, le Service du transport aérien du PAM prend en charge la gestion des vols d'ECHO dans le pays. Le principal objectif est d'offrir un service fiable et efficient de transport aérien pour faciliter la

- mise en œuvre de l'assistance humanitaire, en situation d'urgence et après une situation d'urgence, et appuyer les projets de développement. La République démocratique du Congo reste confrontée à l'une des situations d'urgence les plus complexes et les plus longues au monde. Malgré la transition pacifique ayant conduit à la mise en place d'un nouveau gouvernement en 2019, les conflits armés perdurent et le pays compte 5 millions de personnes déplacées. La révision intensifie les activités relevant de l'effet direct stratégique 5 afin d'offrir des services aériens humanitaires à l'appui des projets financés par ECHO, dont les équipes rencontrent d'énormes difficultés pour atteindre les populations des zones reculées et difficiles d'accès sur l'ensemble du vaste territoire du pays. Le coût total de la révision s'établit à 6,1 millions de dollars.
38. **La cinquième révision du PSPP pour la République islamique d'Iran (2018–2020)** a pour objet d'atténuer les effets de la COVID-19 et des chocs naturels sur les populations vulnérables, et de renforcer les résultats obtenus pour les effets directs concernant l'éducation et les moyens d'existence. La révision permet d'intensifier les activités relevant de l'effet direct stratégique 1 pour: apporter une assistance d'urgence, sous la forme de transferts de type monétaire ou de distributions de vivres, aux populations touchées par la crise; aider le Gouvernement à améliorer ses capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise; fournir une aide assortie de conditions, en particulier aux filles et aux femmes réfugiées, afin d'encourager leur participation aux activités portant sur l'éducation et sur les moyens d'existence et d'appuyer ces activités; et faire en sorte que les écoliers et les enseignants des écoles primaires et secondaires reçoivent des collations quotidiennes. La révision permet de venir en aide à 15 000 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 107 100 pour un coût de 4,7 millions de dollars.
39. **La première révision du PSP pour la Sierra Leone (2020–2024)** doit permettre d'intégrer un projet financé par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix et d'élargir la portée des opérations de repas scolaires menées par le PAM. L'effet direct stratégique 2 sera étoffé pour que le PAM puisse renforcer le programme national d'alimentation scolaire financé par le Gouvernement dans sept districts supplémentaires. Le projet financé par le Fonds pour la consolidation de la paix sera ajouté aux activités relevant de l'effet direct stratégique 4 et mis en œuvre conjointement par le PAM et le Programme des Nations Unies pour le développement. Des activités de création d'actifs, étayées par une formation sur les pratiques agronomiques améliorées, l'agriculture à dimension nutritionnelle, la gestion après récolte, la création de valeur ajoutée et la commercialisation, seront proposées aux femmes et aux jeunes. La présente révision permet de venir en aide à 16 650 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 478 504 pour un coût de 4,7 millions de dollars.
40. **La deuxième révision du PSP pour le Mali (2020–2024)** vise à répondre aux besoins alimentaires des populations touchées par les mesures de confinement liées à la COVID-19 et permet d'appuyer l'action humanitaire au Mali grâce à la prise en charge par le PAM de la gestion du programme de transport aérien d'ECHO. Pour faire face aux répercussions de la COVID-19, cette révision consiste à ajuster les activités relevant des effets directs stratégiques 3 et 4 pour fournir un appui sous la forme d'un filet de sécurité non assorti de conditions pour que la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel ne se détériorent pas davantage. L'effet direct stratégique 6 sera renforcé par la prestation de services aériens humanitaires à l'appui des projets financés par ECHO. Le coût total de la révision s'établit à 4,1 millions de dollars.
41. **La troisième révision du PSP pour le Kenya (2018–2023)** résulte d'un accord signé entre le PAM et ECHO en février 2020, en vertu duquel le PAM gèrera les vols d'ECHO au Kenya pendant un an. L'accord passé avec ECHO vise à faciliter l'accès par voie aérienne aux populations nécessitant une assistance dans le nord du Kenya, où le conflit, l'insécurité, le

mauvais état des infrastructures et l'absence ou la rareté des vols commerciaux empêchent souvent les agents des organismes humanitaires et de développement de se rendre sur les sites des projets. Les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 4 seront donc élargies pour intégrer la prestation de services à la demande sous la forme de services aériens humanitaires à l'appui des projets financés par ECHO. Le coût total de la révision s'établit à 4 millions de dollars.

42. **La deuxième révision du PSP pour Haïti (2019–2023)** constitue la réponse aux troubles civils et à l'insécurité alimentaire croissante qui ont incité la communauté humanitaire à solliciter une montée en puissance des services à la demande fournis par le PAM pour surmonter les problèmes de transport, d'accès et de livraison. En conséquence, la présente révision amplifie l'assistance fournie au titre de l'effet direct stratégique 7, qui porte sur les services liés à la logistique, à la chaîne d'approvisionnement et aux transports aériens humanitaires aux pouvoirs publics et aux partenaires. Le coût total de la révision s'établit à 3,2 millions de dollars.
43. **La deuxième révision du PSP pour le Népal (2019–2023)** vise à améliorer les activités de préparation des populations vulnérables face aux chocs naturels. Les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 1 appuient le ciblage et l'analyse des bénéficiaires, en étroite coordination avec le Gouvernement et les partenaires du module de la sécurité alimentaire, pour que les bénéficiaires et les zones géographiques les plus vulnérables soient ciblés par les distributions. L'effet direct stratégique 4 a été ajusté afin de couvrir: la fourniture de services d'entreposage et de manutention après récolte aux pouvoirs publics et aux partenaires; l'extension de l'utilisation des transferts de type monétaire; et la conduite au niveau des ménages d'une analyse des risques liés aux inondations, qui doit être réalisée avant le début des inondations attendues habituellement pendant la mousson, c'est-à-dire de juin à septembre. La révision permet de venir en aide à 51 898 bénéficiaires supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 727 891 pour un coût de 822 050 dollars.
44. **La troisième révision du PSP pour la République kirghize (2018–2022)** constitue la réponse donnée au Gouvernement qui demandait une assistance pour l'aider à atténuer les effets de la COVID-19 sur les populations les plus vulnérables. Le 23 mars 2020 – après confirmation des premiers cas de COVID-19 dans le pays – le Gouvernement kirghize a décrété l'état d'urgence et a pris des mesures énergiques pour faire face à la menace. Les mesures ont notamment consisté en restrictions à la frontière, confinements, interdictions des rassemblements de masse et fermeture des établissements d'enseignement, des lieux de restauration, des magasins et des marchés, ce qui a eu des effets catastrophiques sur tous les secteurs économiques. En coordination avec le Ministère du travail et du développement social et au titre de l'effet direct stratégique 1, le PAM distribuera des vivres aux orphelins et aux enfants sans appui parental, aux résidents des institutions sociales, aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Le coût total de la révision s'établit à 200 000 dollars.

## ANNEXE

<b>PSP, PSPP ET PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JANVIER ET LE 30 JUIN 2020</b>					
<b>Pays</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Domaine(s) d'action privilégié(s) concerné(s) par la révision</b>	<b>Budget approuvé</b>	<b>Coût de la révision</b>	<b>Budget révisé</b>
			<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>
<b>Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO</b>					
<b>République arabe syrienne (première révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire (2019–2020)</b>	Intervention face à une crise	1 386 306 865	335 856 622	1 722 163 487
<b>Mozambique (sixième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2017–2021)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	528 302 436	277 574 130	805 876 566
<b>Somalie (troisième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire (2019–2021)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	1 283 704 733	274 784 036	1 558 488 770
<b>Nigéria (première révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2019–2022)</b>	Intervention face à une crise	587 524 542	183 497 004	771 021 546
<b>Zimbabwe (sixième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2017–2021)</b>	Intervention face à une crise	468 404 321	178 296 632	646 700 952
<b>Colombie (huitième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2017–2021)</b>	Intervention face à une crise	256 198 457	148 172 243	404 370 700
<b>Égypte (troisième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2023)</b>	Intervention face à une crise	458 368 907	97 036 446	555 405 353
<b>République arabe syrienne (deuxième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire (2019–2020)</b>	Intervention face à une crise	1 722 163 487	87 378 256	1 809 541 744

<b>PSP, PSPP ET PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JANVIER ET LE 30 JUIN 2020</b>					
<b>Pays</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Domaine(s) d'action privilégié(s) concerné(s) par la révision</b>	<b>Budget approuvé</b>	<b>Coût de la révision</b>	<b>Budget révisé</b>
			<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>
<b>Haïti (troisième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2019–2023)</b>	Intervention face à une crise	203 862 542	64 499 522	268 362 064
<b>Burkina Faso (quatrième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2019–2023)</b>	Intervention face à une crise	376 667 321	59 826 917	436 494 237
<b>Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués</b>					
<b>Guatemala (sixième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2021)</b>	Intervention face à une crise	78 959 511	77 733 315	156 692 827
<b>Soudan (deuxième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2019–2023)</b>	Intervention face à une crise	2 277 224 28	67 858 140	2 345 082 421
<b>Afghanistan (troisième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2022)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	890 191 442	59 032 116	949 223 557
<b>Niger (première révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2020–2024)</b>	Intervention face à une crise	1 055 624 308	48 222 018	1 103 846 326
<b>Liban (sixième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2021)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	1 756 886 101	46 181 301	1 803 067 402
<b>Éthiopie (troisième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire (2019–2020)</b>	Intervention face à une crise	942 671 236	39 710 473	982 381 709
<b>Philippines (quatrième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2023)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	42 071 126	8 571 565	50 642 692

<b>PSP, PSPP ET PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JANVIER ET LE 30 JUIN 2020</b>					
<b>Pays</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Domaine(s) d'action privilégié(s) concerné(s) par la révision</b>	<b>Budget approuvé</b>	<b>Coût de la révision</b>	<b>Budget révisé</b>
			<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>
<b>Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif adjoint en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués</b>					
<b>Mali (première révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2020–2024)</b>	Intervention face à une crise	525 128 912	23 760 135	548 889 047
<b>Ghana (première révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2019–2023)</b>	Intervention face à une crise	72 047 570	22 063 312	94 110 883
<b>Révisions et augmentations budgétaires approuvées par des directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués</b>					
<b>Libéria (première révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2019–2023)</b>	Intervention face à une crise	50 169 116	39 126 693	89 295 809
<b>Mauritanie (première révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2019–2022)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	132 368 299	32 237 574	164 605 872
<b>Égypte (quatrième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2023)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	555 405 353	31 038 927	586 444 281
<b>Gambie (deuxième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2019–2021)</b>	Intervention face à une crise	29 628 736	19 483 630	49 112 366
<b>Burundi (troisième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire (2018–2021)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	176 539 738	19 283 410	195 823 148
<b>Guatemala (huitième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2021)</b>	Intervention face à une crise	164 469 334	16 049 732	180 519 066
<b>Pérou (cinquième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2022)</b>	Intervention face à une crise	31 000 000	15 725 446	46 725 446

<b>PSP, PSPP ET PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JANVIER ET LE 30 JUIN 2020</b>					
<b>Pays</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Domaine(s) d'action privilégié(s) concerné(s) par la révision</b>	<b>Budget approuvé</b>	<b>Coût de la révision</b>	<b>Budget révisé</b>
			<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>
<b>Honduras (deuxième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2021)</b>	Renforcement de la résilience/intervention face à une crise/causes profondes	174 642 970	13 628 229	188 271 199
<b>Iraq (première révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2020–2024)</b>	Intervention face à une crise	460 514 522	12 034 655	472 549 177
<b>Îles du Pacifique (première révision)</b>	<b>Plan stratégique multipays provisoire (2019–2022)</b>	Intervention face à une crise	12 925 215	10 419 406	23 344 621
<b>Guatemala (septième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2021)</b>	Intervention face à une crise	156 692 827	7 776 507	164 469 334
<b>Révisions et augmentations budgétaires approuvées par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués</b>					
<b>Éthiopie (quatrième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire (2019–2020)</b>	Intervention face à une crise	982 381 709	9 964 894	992 346 602
<b>Guatemala (cinquième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2021)</b>	Intervention face à une crise	69 923 937	9 035 575	78 959 511
<b>République démocratique du Congo (septième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays provisoire (2018–2020)</b>	Intervention face à une crise	1 665 193 890	6 136 946	1 671 330 836
<b>République islamique d'Iran (cinquième révision)</b>	<b>Plan stratégique provisoire de pays (2018–2020)</b>	Intervention face à une crise	19 846 288	4 703 161	24 549 449

<b>PSP, PSPP ET PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JANVIER ET LE 30 JUIN 2020</b>					
<b>Pays</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Domaine(s) d'action privilégié(s) concerné(s) par la révision</b>	<b>Budget approuvé</b>	<b>Coût de la révision</b>	<b>Budget révisé</b>
			<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>
<b>Sierra Leone (première révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2020–2024)</b>	Renforcement de la résilience	53 256 134	4 678 716	57 934 850
<b>Mali (deuxième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2020–2024)</b>	Intervention face à une crise	548 889 047	4 125 235	553 014 282
<b>Kenya (troisième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2023)</b>	Intervention face à une crise	994 956 222	4 017 748	998 973 969
<b>Haïti (deuxième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2019–2023)</b>	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	200 627 341	3 235 200	203 862 542
<b>Népal (deuxième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2019–2023)</b>	Renforcement de la résilience	125 818 773	822 050	126 640 823
<b>République kirghize (troisième révision)</b>	<b>Plan stratégique de pays (2018–2022)</b>	Causes profondes	58 899 964	200 000	59 099 963
<b>Coût total des révisions pour le PAM: 2,36 milliards de dollars</b>					

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ECHO	Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition